

Session de Juin 2015

Résolution sur le TTIP

La semaine dernière, le vote sur une résolution sans impact législatif sur l'accord transatlantique TTIP a pris une tournure de mauvais feuillet. Alors que la commission du commerce international avait validé un texte équilibré, soutenu par une large majorité, qui relayait les priorités du Parlement dans tout un ensemble de domaines (protection des marchés publics européens, des normes sanitaires et environnementales, de la diversité culturelle, etc.), une partie des socialistes, dont les français, a préféré essayer de torpiller le texte par démagogie et populisme, en prenant pour prétexte le fameux ISDS, alors même que la résolution mettait en avant un nouveau mécanisme (basé sur des juges publics et un mécanisme d'appel) qui n'avait plus grand chose à voir avec un ISDS. L'ironie du sort veut même que le rapporteur de la résolution soit un socialiste, qui a dès lors subi un camouflet de la part de ses propres collègues.

Les socialistes n'arrivant pas à laver leur linge sale entre eux avant le vote, nous avons dû subir l'ineptie de leurs divisions internes et voir Martin Schulz, le président socialiste du Parlement, faire une utilisation politique du règlement de notre institution pour reporter le vote et ainsi éviter au monde de voir le groupe socialiste tel qu'il est, c'est à dire une hydre dont les têtes s'attaquent mutuellement.

Je ne peux que regretter cette incapacité du groupe socialiste à ne pas savoir s'en tenir aux accords, pourtant bons, qui sont trouvés lors des débats parlementaires en commissions, et ce d'autant plus que ces divisions ont cette fois-ci pénalisé le Parlement tout entier qui n'a pas pu adopter un texte sur ce qui sera probablement le sujet majeur de ce mandat.

Relations avec la Russie

La semaine dernière nous avons voté sur un certain nombre de rapports et de résolutions ayant trait aux relations entre l'Union européenne et la Russie. Je me suis invariablement abstenu lors de ces votes. Si on ne peut que condamner l'attitude du gouvernement russe, qu'il s'agisse de son invasion de la Crimée, de son usage politique du gaz naturel ou encore de l'implication à peine camouflée de ses troupes en Ukraine, il ne faut pas pour autant céder à l'envie d'ostraciser la Russie dans son ensemble, qui doit rester un partenaire stratégique, ou, pire encore, d'aller vers une escalade militaire.

Si la Russie constitue incontestablement un défi pour la politique orientale de l'Union, il ne faut pas oublier que sa coopération est indispensable pour le règlement de différends ailleurs dans le monde. Les dernières avancées dans les négociations avec l'Iran n'auraient jamais pu être réalisées sans le soutien de la Russie. Pareillement, une sortie de crise à la guerre civile syrienne, sans parler de la lutte contre Daesh, ne pourra pas être trouvée sans l'implication et la coopération de la Russie.

Je peux par ailleurs comprendre l'inquiétude et la nervosité légitime de nos amis européens de l'Est, des pays Baltes et de Pologne notamment, face à la Russie, dont ils ont subi le joug pendant des décennies et dont ils voient avec inquiétude la remilitarisation de ses frontières. Cependant vouloir jouer l'escalade militaire avec la Russie est une tendance inquiétante, que nous aurions tort d'ignorer, la France étant le premier contributeur, après les États-Unis, à la défense dans l'Est de l'Europe.